

## FRANKRÄICH

ÉLECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE

# Le RN s'enracine, LFI prend pied

Fabien Grasser

**Les élections municipales françaises des 15 et 22 mars confirment le morcellement du paysage politique. À un an de la présidentielle, il est cependant difficile de tirer un enseignement à valeur nationale d'un scrutin souvent dominé par des enjeux locaux. Le RN s'ancre dans les villes moyennes, tandis que LFI réalise sa première percée dans des municipales.**

Les abstentionnistes demeurent le premier parti de France à l'issue des élections municipales des 15 et 22 mars. Le taux de participation a péniblement atteint 57 %. À l'exception des municipales de 2020, tenues en plein covid, ce chiffre est historiquement bas. Il témoigne de l'aggravation de la crise démocratique. Cette évidence ne fait pourtant l'objet d'aucun commentaire politique sur les plateaux télé ni sur les réseaux sociaux, où chaque parti clame d'abord sa propre victoire.

Il faut dire qu'avec 34.875 maires élu-es, chacun a de quoi voir son verre à moitié plein et celui de son voisin à moitié vide. La focalisation du débat sur les grandes villes occulte l'élection de 33.505 maires dès le premier tour, soit 94 % des communes. Il s'agit pour la plupart de communes de moins de 1.000 habitant-es, avec parfois une seule liste en lice. Autre point intéressant : dans les communes de 3.500 à 10.000 habitant-es, les listes sans étiquette sont devenues dominantes. Un phénomène en hausse d'une élection à l'autre, illustrant la perte de contrôle des partis sur ce scrutin de proximité.

Cet état des lieux contraste avec le tour passionnel pris par la campagne électorale dans l'espace politico-médiatique national. En point de mire, la présidentielle de 2027, chaque formation voulant jauger le rapport de force à un peu plus d'un an d'une élection à laquelle Emmanuel Macron ne peut pas se représenter.

Le raz-de-marée promis au RN n'a pas eu lieu. Le parti d'extrême droite s'est néanmoins emparé de nombreuses villes moyennes, comme Carcassonne, Castres ou Liévin. Il a aussi mis la main sur de petites villes, à l'exemple d'Amnéville et de Saint-Avold, tombées dans son escarcelle en Moselle. La formation lepéniste a vu la réélection de la plupart de ses maires dès le premier tour, avec des scores conséquents : à Hayange, Fabien Engelmann a été réélu avec 72,9 % des voix, tandis que Steve Briois a récolté 77,9 % des votes à Hénin-Beaumont,



Panneaux électoraux à Nancy, où le socialiste Mathieu Klein a été reconduit à la tête d'une liste d'union de la gauche, hors LFI.

le fief électoral nordiste de Marine Le Pen. À Perpignan, seule ville de plus de 100.000 habitant-es détenue par le RN, Louis Aliot a aussi été reconduit au premier tour. Les cadres du parti ont dès lors beau jeu de citer ces résultats comme preuve de leur bonne gestion et de la confiance que leur voue leur électorat.

## Campagne délétaire à Nice

Le RN n'a en revanche pas conquis les grandes villes dont il avait fait des symboles. Toulon lui a échappé au profit de la maire divers droite sortante, et à Nîmes, c'est un communiste qui l'a emporté. La seule consolation pour le parti vient de Nice, la cinquième ville française. À l'issue d'une campagne délétaire, Éric Ciotti, dont le parti UDR est l'allié du RN, a vaincu Christian Estrosi, son ennemi intime. Donc pas de vague brune, mais un lent enracinement du RN dans la « France périphérique ».

Si la droite et le centre restent localement forts, la ligne de fracture entre partisans et adversaires d'une union avec l'extrême droite se creuse encore. C'est cependant à gauche que s'est noué le psychodrame le plus intense, sur la question de la fusion des listes avec La France insoumise (LFI) au second tour. Pendant des semaines, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon a été attaqué avec une rare violence par les médias et la quasi-totalité du champ politique, qui y ont consacré la majeure partie de leur temps. En cause, toujours de vaseuses accusations d'antisémitisme ou le soutien

affiché à la Jeune Garde, mouvement antifasciste dissous, dont d'anciens membres sont impliqués dans la mort d'un militant néonazi à Lyon, en février.

Dix ans après sa naissance, LFI s'investissait pour la première fois réellement dans les municipales. Les attaques de ses adversaires ont eu peu d'effet sur ses scores dans les quelque 500 communes où elle présentait des listes. Le parti peut se targuer de deux belles prises de plus de 100.000 habitant-es. Le député David Guiraud a gagné Roubaix, la ville de France comptant le plus grand nombre de pauvres dans sa population. La surprise est surtout venue de Saint-Denis, la deuxième ville d'Île-de-France, qui a élu au premier tour Bally Bagayoko contre le maire socialiste sortant. Se définissant comme un « héritier de l'immigration », ce fils de parents maliens est depuis son élection sous le feu croisé de la droite et de l'extrême droite, qui dégagent saillies racistes et fake news contre lui. Mais sur les plateaux, l'homme fait preuve d'un calme olympien et développe de solides arguments. En quelques jours, Bally Bagayoko est devenu la coqueluche de la gauche et des réseaux sociaux.

LFI a pris d'autres villes dans le nord de la capitale, cette ceinture rouge parisienne tenue pendant des décennies par les communistes et, dans une moindre mesure, par le PS. LFI comptera des élu-es dans de nombreux conseils municipaux français, siégeant dans la majorité ou dans l'opposition pour se confronter aux réalités de la gestion d'une commune.

Comme pour le RN, ces élections lui ouvriront probablement les portes du Sénat, les élu-es municipaux comptant parmi le corps des « grands électeurs » qui désignent les membres de la chambre haute.

En quelques années, LFI s'est imposée en force dominante de la gauche hexagonale, place ravie à un PS bien en mal d'accepter cette évolution. En amont des élections, les socialistes avaient rejeté tout accord national avec leurs concurrents de gauche, sous la pression de l'aile droite du parti, menée par François Hollande. Ces dernières semaines, l'ancien président s'est échiné à cogner avec rancune sur LFI. Mais ses injonctions se sont heurtées à la réalité électorale, plaçant LFI devant le PS ou en force d'appoint indispensable pour espérer conserver ou conquérir une ville après le premier tour. Des fusions de listes ont vu le jour par la force des choses.

## À chaque exemple, son contre-exemple

À Paris et Marseille, le PS a gagné sans les insoumis (mais avec les écologistes et les communistes). Pour François Hollande, cela prouve que le PS peut faire la course seul en 2027. Le même cite la fusion LFI et PS au second tour à Toulouse pour dire que l'union serait toxique, car elle a échoué à ravir l'hôtel de ville au maire de droite sortant. L'ennui est que chacun de ces exemples peut être contredit par un contre-exemple. À Nantes, la socialiste Johanna Rolland a ainsi été réélue après avoir fusionné sa liste avec LFI.

Les fusions avec LFI ont sans doute sauvé les écologistes de la débâcle totale, en leur permettant de conserver Lyon, deuxième ville du pays, et, non loin de là, Grenoble. Les verts perdent en revanche des conquêtes majeures de 2020, comme Strasbourg et Bordeaux. Leur stratégie illisible, tant vis-à-vis de LFI que du PS, leur coûte cher. Leur patronne, Marine Tondelier, est remise en cause par une base qui oscille entre écologie de rupture et social-démocratie verdie. Une situation identique à celle vécue ces jours-ci par le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Tout en restant marginale au vu du nombre de mairies en jeu, LFI a déployé une stratégie qui l'a placée au centre du débat public, bien au-delà de la gauche. De ce point de vue, pour le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, le verre est bien à moitié plein à l'issue de ces municipales.

PHOTO : SKEWIKI COMMONS